

Maghreb Canada Express

Édition Numérique
MARS-AVRIL 2025

© Les Éditions Maghreb Canada

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

CANADA - ÉTATS-UNIS

Donald Trump va-t-il réussir son "Anschluss" ?



(Page 3)

Photo : DR

**À LIRE ÉGALEMENT
DANS CE NUMÉRO**

- * Le Maroc dénonce le "deux poids, deux mesures sélectif" de l'ambassadeur algérien sur la question du Sahara marocain (P. 2)
- * Création d'un réseau de construction automobile canadien (P. 5)
- * Une Europe fragmentée(Page 6)
- * Palestine : Deux poids, deux mesures.....(Page 7)

YouTube @MCE_NET

Visitez notre Chaîne YouTube

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Paris
ainsi que dans la ville de Jeddah

© Les Éditions Maghreb Canada

@MCE_NET

MAGHREB

Le Maroc dénonce le “deux poids, deux mesures sélectif” de l’ambassadeur algérien sur la question du Sahara marocain



La Représentante permanente adjointe du Maroc auprès des Nations Unies, Majda Moutchou, a épinglé, devant le Conseil de sécurité, le “deux poids, deux mesures flagrant et sélectif” auquel s’est livré l’ambassadeur algérien à l’ONU sur l’élargissement du mandat de la MINURSO à la composante des droits de l’Homme, en dénonçant une “manipulation politique sélective”.

“Une délégation, la seule parmi les nombreuses délégations qui ont pris la parole devant le Conseil lors de ce débat, a mentionné la composante des droits de l’Homme et a essayé de la lier à la MINURSO”, a souligné d’emblée la diplomate marocaine en riposte à l’intervention de l’ambassadeur algérien lundi lors d’un débat public du Conseil de sécurité sur le renforcement de la capacité d’adaptation des opérations de paix de l’ONU.

Elle a relevé que la délégation marocaine a été surprise et étonnée par cette intervention, car “elle reflète une masterclass en manipulation politique sélective”, notant que l’ambassadeur algérien “a soudainement retrouvé une passion nouvelle pour les droits de l’Homme et le droit international”.

Éclairant l’intervenant avec des réalités “qui sont soit volontairement ignorées, soit commodément oubliées”, la diplomate a indiqué que le mandat de la MINURSO est on ne peut plus clair, car il a été établi par le Conseil de sécurité pour superviser le cessez-le-feu.

“Ce mandat a été clairement défini par le Conseil de sécurité, et toute tentative de la délégation algérienne de déformer son rôle est soit mal informée, soit délibérément trompeuse”, a-t-elle précisé, ajoutant que contrairement à ce qui a été suggéré, sept opérations de paix de l’ONU sur onze ne disposent pas de mandat de surveillance des droits humains.

“Nous aussi, nous nous demandons pourquoi la délégation algérienne, faisant preuve d’un deux poids, deux mesures flagrant et sélectif, se concentre uniquement sur la MINURSO et ferme les yeux sur les autres opérations de maintien de la paix”, a souligné Mme Moutchou.

Et de poursuivre que le Conseil de sécurité attribue ces mandats en fonction de la situation spécifique sur le terrain. “Il ne s’agit ni d’une règle systématique ni d’une exception; il s’agit d’une décision prise au cas par cas”.

“De plus, malgré les tentatives persistantes et désespérées de cette même délégation, en octobre 2024, le Conseil de sécurité a rejeté en bloc l’inclusion d’un mécanisme de surveillance des droits de l’Homme dans le mandat de la MINURSO. Ce rejet n’était pas accidentel: il réaffirmait que la situation des droits de l’Homme au Sahara marocain ne nécessite pas un tel mécanisme”, a affirmé la diplomate.

Pour la Représentante permanente adjointe du Maroc à l’ONU, il s’agit d’un message clair que le Conseil de sécurité est parfaitement conscient des manœuvres politiques de certaines parties.

Toujours en réponse à la déclaration de l’ambassadeur algérien qui “semble si profondément préoccupé” par les droits de l’Homme, Mme Mouchou l’a interpellé sur une “question bien plus urgente: les camps de Tindouf, situés sur le territoire algérien, où la population vit sous une oppression quotidienne, privée de ses droits fondamentaux et soumise à de sévères restrictions de mouvement et des violations flagrantes du droit international”.

Elle a, par ailleurs, fait observer que le Maroc a toujours démontré son engagement indéfectible en faveur de la promotion des droits de l’Homme et du respect des droits et libertés fondamentaux de tous les individus, ajoutant que le

Royaume a constamment collaboré avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l’Homme des Nations Unies.

Le Maroc a également accueilli plusieurs visites d’experts de l’ONU et coopéré de manière constructive afin de favoriser la transparence, le dialogue et le progrès, a-t-elle dit, notant que les efforts du Maroc en matière de promotion des droits de l’Homme ne se limitent pas à des paroles, mais se traduisent par des actions concrètes visant à garantir le bien-être et la dignité de chaque citoyen.

En réponse à la mention par l’ambassadeur algérien du droit à l’autodétermination, la diplomate marocaine a révélé une “contradiction troublante”, expliquant que, pour l’Algérie, l’autodétermination “est un concept sélectif utilisé comme arme politique contre l’intégrité territoriale du Maroc, et pourtant commodément ignoré lorsqu’il s’agit des aspirations légitimes d’autres peuples, qui vivent encore sous occupation et oppres-

sion étrangères”.

“L’ONU doit prêter attention à toutes ces aspirations, sans exception ni sélectivité, y compris sur le territoire des États qui prônent l’autodétermination pour les autres tout en la refusant systématiquement aux peuples opprimés sur leur propre territoire”, a-t-elle encore indiqué.

Elle a enchaîné en soulignant que “le droit à l’autodétermination ne peut être un outil politique utilisé de manière sélective, invoqué par certains et ignoré par d’autres. Ce n’est pas une carte jouée par commodité”.

Et la diplomate de conclure en réitérant que “le Sahara a toujours fait partie intégrante du Maroc. Il est Marocain et le restera à jamais. Il ne s’agit pas d’une revendication fondée sur des événements récents, mais du reflet de siècles de liens historiques, culturels et géographiques”.

Source : MAP (25 mars, 2025)



VENIR AU CANADA
services et conseils en Immigration

Recruteur International (Etudiants Etrangers)
Permis d'Etudes et Prolongation
Permis de Travail et Prolongation
Parrainage des Epoux, Conjointes des faits
Visa Visiteurs (Touristes, Parents ...)
Citoyenneté et Carte de Résident Permanent
Lettre d'invitation

www.veniraucanada.net

Cabinet de Consultants Réglementés en Immigration Canadienne CRIC R 514104

Membre de Registre Québécois
Des Consultants en Immigration: 11708

Commissaire à l'assementation pour le Québec et extérieur Québec N 213745

Driss NADIR
Consultant Réglementé En Immigration Canadienne (CRIC)

+1 514-660-8027
+1 514-660-3800

www.veniraucanada.net
info@veniraucanada.net

645, Boulevard Décarie, Bureau 05, Saint-Laurent, Québec, H4L 3L3.





CANADA - ETATS-UNIS

Donald Trump va-t-il réussir son "Anschluss" ?



Abderrahman El Fouladi

Géographe à la retraite

T Trump serait-il un climato-profiteur ?

Nous nous étions posés cette question, pour la première fois, il y a presque huit ans . Et voilà ce que nous avons écrit à son sujet (Vol. XV, N° 06, 10 juin - 9 juillet 2017) :

En tout cas, il serait tout sauf climato-sceptique ! Le dernier des dinosaures de cette espèce serait éteint avec M. Bush fils ! Et il n'y aurait maintenant que des climato-correcteurs (ceux et celles qui s'accrochent à l'espoir de corriger la bêtise humaine; côté climat) et les climato-profiteurs (qui jouent aux ignorants ou qui crient à l'injustice pour faire trainer les choses; afin que la planète se réchauffe juste assez pour qu'ils puissent faire de bonnes affaires); un jeu (très) dangereux, soulignons-le, sachant que la planète n'a pas de thermostat qu'on fixe à sa guise sur la température désirée et... Ainsi soit-il .

On ne le répétera jamais assez : Cette nouvelle espèce d'empêcheurs de tourner en rond ont au moins 6 raisons pour se soustraire à l'effort international visant la réduction des effets pervers du réchauffement global :

1. *Les changements climatiques n'ont pas que des côtés négatifs;*
2. *Parmi les côtés positifs de ces changements, citons l'effet fertilisant du dioxyde de carbone (principal gaz à effet de serre) sur certaines cultures céréalières dont les États-Unis sont de grands producteurs;*
3. *Ajouter à cela la fonte de la banquise qui ouvrira une route maritime (quasi permanente entre l'Europe et l'Asie) au nord de l'Alaska*

(et du Canada) plus rentable que le Canal de Panama ;

4. *Ceci sans oublier les migrations forcées des espèces pélagiques des tropiques vers le nord (donc vers les USA aussi);*
5. *Ni d'oublier que le reste du monde n'a d'autre choix que de continuer l'effort de réduire les gaz à effet de serre (servant ainsi de soupape de sécurité). Car c'est ce reste du monde qui commence déjà à écoper des effets négatifs des changements climatiques (diminution des ressources hydriques, chute des productions agricoles, hausse du niveau moyen de la mer...)*
6. *Et pour conclure la punition divine (voire la disparition en tout ou en partie) de certains pays touchés par ces effets négatifs et qui se trouvent (comme par hasard) producteurs de terroristes selon la définition américaine. La guerre au terrorisme par climat interposée serait-elle déjà déclarée en catimini ?*

Donald Trump se serait-il assagi; les huit dernières années, côté changements climatiques et préservation de l'environnement? Apparemment, non : Le bonhomme semble plutôt déterminé, plus que jamais, à pousser le thermostat de la planète au max... sinon à la température qui permettra d'ouvrir en permanence des routes maritimes en arctique tout en permettant d'exploiter les richesses minières, gazières et pétrolières de toute la région intra et proche du cercle polaire.

Aviez-vous remarqué, lors de son discours d'investiture, les 3 clin d'œil lancés aux magnats du pétrole? Le premier clin d'œil donnant son feu vert à l'exploitation tout azimut des combustibles fossiles; le second en piétinant au passage les engagements environnementaux pris par son prédécesseur et le troisième... (sans doute une promesse faite à un gros contributeur Texan à sa campagne électorale) le changement du nom du golf du Mexique, en Golf d'Amérique.

Avant d'oublier (et toujours dans le chapitre de reconnaissance aux généreux contributeurs à la campagne électorale de Trump), il serait pertinent de rappeler la promesse de satisfaire la "folie des grandeurs" d'Elon Musk voulant aller fonder la première colonie humaine sur Mars... c.à.d. américaine; car Trump II donne l'impression qu'il s'en f... du reste de l'Hu-

manité, et ce, à quelques exceptions près qui se comptent sur les doigts d'une seule main. Et il y a tant à dire sur ce chapitre qu'il serait pertinent de revenir là-dessus prochainement. Pourquoi pas ?

Trump II veut le "Bien" du Canada et... du Groenland !

La nouvelle administration "Trump II" serait plus déterminée que jamais à avoir son *Anschluss* : Contre le Canada, il serait décidé à user de pressions économiques par rafales en vue de faire de ce voisin du Nord à devenir le 51ème État des États-Unis. Idem pour le Groenland qu'il veut tout simplement "acheter" au Danemark .

Pourquoi ? Parce que ce voisinage profite, au maximum, des "effets bénéfiques" du changement climatiques énumérés ci-dessus et, la cerise sur le gâteau, le Canada, ce grand réservoir d'eau douce mondial, pourrait alimenter en eau douce les contrées américaines menacées de sécheresse tout en accueillant des populations (du sud et du centre) délocalisées par le changement climatique.

Et ce ne seraient pas des Alliance régionales comme le NORAD (North American Aerospace Defense Command) liant le Canada aux USA qui vont arrêter Trump : Celui-ci se sentirait d'autant plus invincible qu'il serait prêt à quitter tous les clubs ; y compris l'OTAN. Ses Alliés traditionnels ? Ce sont sur eux qu'il tape le plus fort maintenant d'autant plus que tous leurs systèmes militaires (défense et contre-attaque) sérieux sont *Made in USA* et seraient *neutro-lisables*, à distance, de l'intérieur des États-Unis . Ce serait le cas des chasseurs de 5ème générations et des systèmes de défense anti-aériens par exemple.

Reste le "Tartarin de Tarascon" qui serait loin d'être un Chamberlan "Version 21ème siècle" et qui, outre son parapluie nucléaire, se pavane avec des Rafales à la hauteur des F37 américains.

Le Canada pourrait-il faire un virage vers l'Europe en général (pour diversifier ses marchés) et vers la France , en particulier, pour renforcer sa défense ? Ceci sans oublier l'Ours dont Trump se vante d'avoir eu la peau sans même l'abattre ?

Les États-Unis accepteraient-ils un voisin militairement indépendant ? Et que dire de la réaction de Poutine

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication
et Rédacteur en Chef**

**Abderrahman EL FOULADI
INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

*Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)*

*Abderrazaq Mihamou
(Maroc)*

*Pr. Moha Ennaji
(Maroc)*

*Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)*

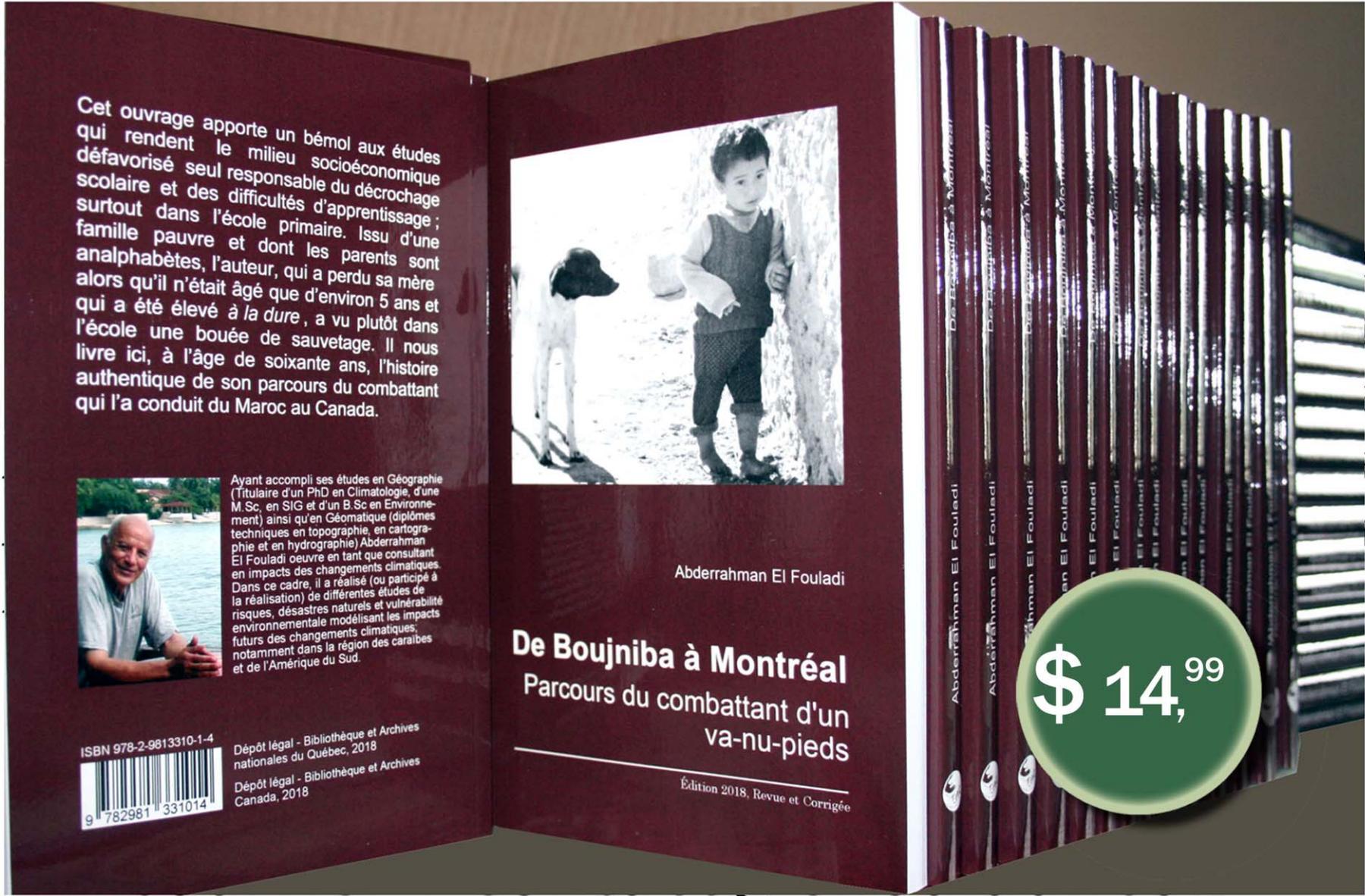
IMPRESSION

*Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)*

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un mensuel édité et distribué au Canada depuis le 1^{er} Juillet 2003. Les éditions papier et (ou) numérique sont offertes gratuitement . Quand le journal est imprimé, il est distribué dans les commerces ainsi que dans des lieux publics à Montréal, Brossard, Laval et dans la ville de Sherbrooke.

devant ces parades de l'aigle américain ? Trump avait-il vraiment dompté un Poutine qui semble exceller dans "l'art de donner ce qui ne lui appartient pas"? Et que dire de ceux dont on ne parle plus et qui possèdent plus qu'un parapluie nucléaire ?

La partie qui est en train de se jouer sur l'échiquier international devient de plus en plus passionnante.



De Boujniba à Montréal

"Un bras de fer entre un enfant et son destin"

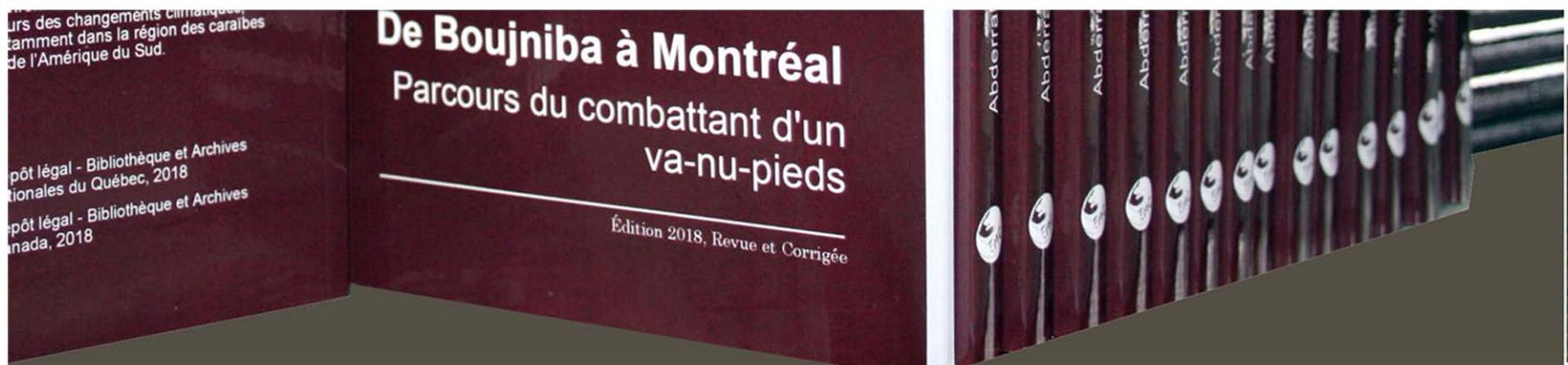
Commandez votre copie dédiée

Tél. 514-576-9067

courriel : contact@elfouladi.com

Paiement : Virement interac ou chèque

Livraison gratuite au Canada



Un mois au Canada...



COMMUNIQUÉ DU PARTI FÉDÉRAL LIBÉRAL

Création d'un réseau de construction automobile 100 % canadien



Mark Carney (Crédit photo : DR)

Les tarifs douaniers du président Trump menacent directement le secteur canadien de la construction automobile. Le 26 mars dernier, Mark Carney a annoncé un nouveau

plan libéral pour protéger les travailleurs et le secteur de l'automobile d'ici, lutter contre les droits de douane américains et bâtir un Canada plus fort.

« Sans le secteur de l'automobile, on ne peut rien bâtir; sans une main-d'œuvre vigoureuse, le secteur de l'automobile ne pourrait exister, et sans syndicats forts, il n'y aurait pas de travailleurs, » a déclaré Mark Carney, chef du Parti libéral du Canada. « Avec l'annonce d'aujourd'hui, nous protégerons les travailleurs contre les tarifs douaniers américains, créerons des emplois mieux rémunérés et bâtirons un réseau de construction automobile 100 % canadien. »

Voici le plan libéral visant à protéger les travailleurs canadiens du secteur de l'automobile contre les tarifs douaniers américains, protéger les emplois syndiqués et faire croître le secteur de l'automobile.

1. **Créer un Fond de réponse stratégique de 2 milliards de dollars** pour

augmenter la compétitivité de notre secteur de l'automobile, protéger les emplois manufacturiers, aider les travailleurs à renforcer leur savoir-faire dans l'industrie et bâtir une chaîne d'approvisionnement canadienne plus forte – des matières premières aux véhicules finis.

2. **Bâtir un réseau 100 % canadien pour les pièces automobiles.** Grâce à ce réseau, nous travaillerons avec le secteur pour construire plus de pièces automobiles au Canada et limiter le nombre de pièces traversant la frontière pendant la production, ce qui nous permettra d'attirer les investissements dans notre propre industrie.

3. **Maximiser l'utilisation de l'acier, l'aluminium et les minéraux critiques du Canada,** de la prospection à la fabrication des batteries, afin de saisir cette opportunité économique, créer des emplois mieux rémunérés

et bâtir l'économie la plus forte du G7.

4. **Tirer parti du financement gouvernemental pour prioriser et acquérir des véhicules construits au Canada,** ce qui stimulera les investissements canadiens et fera croître le secteur automobile d'ici.

Cette annonce s'inscrit à la suite du dévoilement du plan libéral visant à lutter contre les tarifs douaniers américains, notamment en bâtissant une seule économie canadienne, en éliminant toutes les barrières commerciales sous réglementation fédérale d'ici à la Fête du Canada, en réduisant l'impôt pour la classe moyenne, en facilitant l'accès à l'assurance-emploi et en utilisant toutes les recettes tarifaires du Canada pour soutenir les travailleurs de chez nous.

Avec Mark Carney, nous sécuriserons le Canada, investirons dans nos travailleurs et continuerons d'être un Canada fort.

Du 27 mars au 2 avril 2025

Joyeux Aïd!

maxi

26\$

Poitrines de poulet Sufra® Halal, désossées, sans peau 7 un.



749

Boeuf haché maigre Sufra® Halal 454 g



299

Couscous perlé tricolore Zinda 600 g ou lentilles ou haricots secs Clic 907 g, certaines variétés



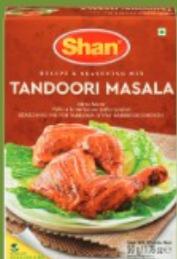
449

Sirup de rose Rooh Afza Hamdard 800 mL ou tisane à la camomille en feuilles Tamam 130 g



149

Mélange à assaisonnements Shan, certaines variétés 50-100 g



99¢

Légumineuses en conserve Tamam, certaines variétés 540 mL



349

Navet tranché mariné Tamam 1L



199

Maïs jaune granulé Clic 907 g



1\$

Grignotines Kurkure, certaines variétés 115 g



1799

Farine durum Golden Temple, certaines variétés 9 kg



4\$

Okra tranché Suraj®, certaines variétés, surgelé 1 kg



249

Nids de vermicelles Emirates 400 g ou lentilles Clic 907 g, certaines variétés



Magasins participants : MAXI : Laval: René-Laennec, Saint-François, Montréal: Prieur, Henri-Bourassa, Beaubien, Hull du Plateau, Hull, Pierrefonds St-Jean, Pierrefonds, Châteauguay, Verdun, Gatineau: Vanier, De la Savane, St-Léonard Jean-Talon (Langelier), Brossard du Quartier, Préfontaine, Lasalle Dollard, Place Versailles, Greenfield Park, Dorval, Fabreville, Brossard et Angingnon. MAXI & CIE : Montréal: Jean-Talon Ouest, Jean-Talon, Cavendish, Pie-IX, Papineau, St-Laurent, Laval: St-Martin, Vimont, Rivière-des-Prairies, Bedford, Repentigny, Longueuil, St-Hubert, Rosemère et Pointe-Claire.



UNION EUROPÉENNE

Une Europe fragmentée

Par **Said Charchira** (1)

(Düsseldorf, Allemagne)

Au moment où nous assistons en direct à un grand bouleversement de l'Histoire moderne, l'Europe reste paralysée et ne réagit autrement que par des expressions de déception et de choc. En effet, depuis le discours du vice-président américain JD Vance à la conférence de Munich qui a provoqué un torrent de critiques, et les discussions des Américains et des Russes à Riyad, on assiste à un véritable changement de paradigme et à un chaos au sein de l'Union Européenne, laquelle est au bord de la dislocation.

En effet, ces deux événements ont divisé les Européens entre les pragmatiques qui voient la réalité en face, et ceux qui veulent voir l'Ukraine vaincre la Russie. Les premiers sont pour la fin de la guerre, car ils pensent que la détente entre Russes et Américains va apporter paix et stabilité dans le monde. Les seconds qui perçoivent la Russie comme une menace existentielle et veulent continuer la guerre. Dans le même sens, la présidente de la commission européenne ne cesse de pousser ouvertement pour la poursuite de la guerre en Ukraine. Quant à la représentante de la diplomatie européenne Kaja Kallas, elle a dit clairement que la stabilité de l'Europe passe par le démantèlement de la Russie.

"Russophobie"

Ces deux courants ont ouvert une profonde fracture au sein de l'Union Européenne et sont en train de la conduire à l'implosion. Dans une surenchère, les premiers qualifient ceux qui critiquent le plan de Trump sur l'Ukraine de véritables hypocrites, alors que les seconds accusent la nouvelle administra-

tion américaine d'avoir repris la rhétorique de Moscou sur la responsabilité des autorités ukrainiennes dans leur conflit contre la Russie. La scène du bureau ovale entre Zelensky et Trump aidant, ils accusent ce dernier d'abandonner ses alliés européens. Certains soi-disant intellectuels vont jusqu'à accuser les USA de changer de camp et de basculer vers l'Est, ce qui est absurde. D'autres pensent qu'ils ont mis fin à l'Occident, alors qu'ils sont en train de le sortir des sables mouvants.

N'ayant pas anticipé l'attitude de la nouvelle administration qui les a surpris, ces pays n'admettent pas que leur diplomatie et leurs services de renseignements ont failli dès le début du conflit. Pourtant, tout au long de sa campagne électorale, Trump n'a pas cessé de répéter qu'il veut faire cesser la guerre en Ukraine.

A partir des déclarations des européens, les américains ont bien compris que ceux-ci vont tout faire pour empêcher une entente entre Ukrainiens et Russes. Par conséquent, ils ont choisi minutieusement le lieu des rencontres (Arabie Saoudite), afin de les empêcher de s'immiscer dans les discussions. Tout le monde se rappelle du britannique Boris Johnson qui a déjà empêché un accord en 2014.

Pourtant, les uns et les autres savent que malgré son caractère impérialiste et son imprévisibilité, Trump est actuellement le seul dirigeant à pouvoir faire la paix tant en Ukraine qu'au Moyen-Orient. En négociant directement avec le Hamas de Gaza sans avoir averti au préalable les Israéliens, il démontre qu'il peut être un ami et imposer des solutions à ce même ami.

Sachant que ces négociations semblent quasiment verrouillées, puisqu'il n'est pas question que l'Ukraine rentre dans l'OTAN, qu'il n'est pas aussi question de revenir aux frontières de 2014, etc. le duo franco-britannique a décidé de réagir contre le plan des USA. C'est ainsi qu'ils ont organisé des réunions à Bruxelles et Paris, lors desquelles, ils n'ont pas proposé un sommet entre l'Europe et les États-Unis pour entretenir le dialogue et bâtir des « ponts » entre les deux parties. Au contraire, ils ont opté pour l'augmentation des budgets de la défense et le rétablissement du service militaire. Une décision qui aurait pu être prise depuis une quinzaine d'années. En effet, depuis le président Obama, tout le monde savait que les États-Unis ont mis l'Asie et particulièrement la Chine à la tête de leurs priorités.

Par ailleurs, si la décision du réarmement n'a pas fait l'unanimité, elle va amener à repenser la stratégie d'une Europe de la défense. Or, une telle chose nécessite quelques années, pour ne pas dire des décennies. Cela veut dire aussi un besoin pressant d'une entente, voire d'une collaboration avec les USA en termes de technologie, de commandement unifié, ...etc. Les actions des français et des britanniques en Lybie et au Sahel le démontrent.

En outre, le réarmement pourrait comporter de sérieux risques. En effet, cela pourrait amener l'Allemagne qui avait déjà alloué avant cette décision, cent milliards d'Euros (100 Milliards) à sa défense, à devenir dans quelques années la première puissance européenne, voire une des puissances mondiales. Dans tel cas, les ambitions d'une Allemagne qui a été amputée de territoires après la deuxième guerre mondiale, ne serait pas celles de l'Allemagne actuelle. On peut deviner la suite.

La prétention de chercher: « une paix durable et solide en Ukraine », et réunir en même temps les chefs des États-majors de plusieurs pays européens et de l'OTAN, résonne comme une préparation à l'affrontement dont l'issue ne sera pas favorable à l'Europe sans l'aide des USA. Ils jouent ainsi avec un embrasement général en déchainant une propagande guerrière qui met leurs médias publics en ordre de bataille pour vendre à leur citoyens une guerre aberrante. Pourtant, tout indique que la fin de la guerre approche.

Dans une fuite en avant, le duo franco-britannique qui veut reprendre le relais de l'ancienne administration du président Biden, s'est créé un rôle de chef de guerre en réunissant autour de lui les chefs d'États-Majors des pays qui le suivent encore. La proposition du partage du parapluie nucléaire français avec les autres pays européens va dans le même sens. En agissant ainsi, on est en train de créer de nouveau les conditions de la guerre froide, qui a fait tant de mal au continent européen. Car, selon plusieurs stratèges, la Russie est un partenaire, voire un allié naturel. Elle est avec ses trente pour cent (30%) de la population russophone, un pont entre la Russie et le reste de l'Europe.

Par ailleurs, au moment où l'extrême droite dont le premier objectif est de récupérer la souveraineté nationale arrive au pouvoir dans presque tous les pays de l'Union, le duo franco-britannique pousse vers une fédération de l'Europe. Cela s'appelle « nager à

contre-courant ». On se demande s'il ne s'agit pas d'ambitions personnelles.

Ces agissements ont poussé le chef de la diplomatie russe Sergei Lavrov lors de son entretien avec le chef de l'OCE à Moscou, à accuser britanniques et français de mener des manœuvres pour empêcher une détente entre Moscou et Washington.

L'acceptation de l'Ukraine d'un cessez-le-feu général de 30 jours renouvelables par les deux parties a surpris ceux qui sont contre cet accord. C'est parce que cet accord donne un répit à l'Ukraine que ceux-là applaudissent et disent même vouloir aider Trump. Mais, derrière cette satisfaction, ils espèrent que la Russie, qui est en train d'avancer sur tous les fronts, n'accepte pas ce cessez-le-feu qui permet à l'Ukraine de se réorganiser. Un refus, qui leur permet de désigner la Russie comme refusant la paix.

Cependant, dans une conférence de presse, Poutine a annoncé qu'il accepte le principe d'un cessez-le-feu, mais propose de l'amender. D'ailleurs, dans son entretien avec l'émissaire américain Steve Witkoff sur cet accord, il l'a chargé de remettre un message au président Trump. Cela veut dire que des négociations vont certainement avoir lieu entre Russes et Américains pas seulement sur l'Ukraine, mais également sur d'autres domaines. C'est dans ce sens, que l'américain Rubio et le russe Lavrov se sont déjà entretenus. Les choses s'accroissent et la fin de la guerre approche.

En tout cas, dans l'état actuel où se trouve l'Union Européenne, elle a besoin de politiciens ayant à la fois sagesse et vision claire pour éviter un effondrement causé par une obstination idéologique. Des politiciens qui, sans faire de diplomatie de « spectacle » ou être inféodés aux USA, peuvent rendre à l'Europe son âme qu'elle aurait perdue sur l'autel du « Wokisme » et de la bureaucratie.

(1) **Said Charchira** est :

- ◆ Ex-professeur en Histoire politique,
- ◆ Ancien directeur du Centre Européen de Recherche et d'Analyse sur la migration
- ◆ Auteur, acteur et observateur de la scène migratoire

Courriel : charchira@gmx.net

Site : www.charchira.com

MOYEN-ORIENT

Palestine : Deux poids, deux mesures...

La question palestinienne est une question universelle. Elle interpelle depuis 1948 les nations et les peuples, sur le principe de l'égalité des droits et du respect du droit international. En effet, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les européens ont eu un sentiment de culpabilité assez profond à l'égard de ce qu'avaient subi les juifs en Allemagne et dans plusieurs pays européens. Pour soulager leur conscience des crimes et du génocide qu'ils ont commis contre les juifs, ils ont décidé de leur donner un foyer en 1948. C'est ainsi que les Européens pensent mettre fin à leur culpabilité et soulager leur conscience sur le dos du peuple palestinien, qui n'est pour rien.

Avec la complicité des États-Unis, les européens ont même fermé les yeux, voire manipuler, sur la manière dont les choses ont été faites entre le commencement des débats aux Nations-Unis, le 29 novembre 1947 et le vote le 14 mai 1948 de la déclaration 181. En effet, certains États ont été forcés de voter cette résolution sous peine de sanctions. Une résolution qui a ouvert le partage de la Palestine entre juifs et arabes, tandis que la ville de Jérusalem et sa proche banlieue sont placées sous contrôle international en tant que *corpus separatum*.

Mais parce que les juifs rêvaient du grand Israël, ceux qui faisaient partie de la légion juive de l'armée britannique qui était sur place, ont rejoint l'organisation paramilitaire «la Haganah», déjà installée en Palestine pour provoquer une guérilla,

afin de chasser les arabes de leurs terres, créant ainsi ce que les Palestiniens appellent la Naqba. D'ailleurs, dans la perspective de bâtir le grand Israël en conquérant d'autres territoires, l'État d'Israël a refusé jusqu'à présent la délimitation de ses frontières exigée mainte fois par les Nations Unis.

D'ailleurs, c'est dans ce sens qu'Israël a provoqué la guerre de 1967 connue sous « la guerre des six jours» pour s'accaparer d'autres territoires y compris Gaza et la sise-Jordanie, qui sont toujours sous son contrôle. Depuis, le peuple palestinien continue de subir l'occupation et ses effets désastreux.

Soixante-dix-sept ans (77) ans après, cette question est de nouveau au cœur de l'actualité et des débats au sein même de l'Europe qui porte une lourde responsabilité. En effet, dans le cadre de leur politique de deux poids deux mesures, les européens se mobilisent et se militarisent pour défendre l'Ukraine, mais continuent de soutenir aveuglement Netanyahu dans son nettoyage ethnique à Gaza, ce qui est en train de provoquer une deuxième Naqba.

Ni logiquement, ni éthiquement, on ne peut défendre le droit international dans un cas et le bafouer dans un autre. Autrement dit, on ne peut pas soutenir le droit de l'Ukraine de se défendre et nier ce même droit aux palestiniens. Mais les principes à géométries variables sont hélas devenus depuis longtemps un des principes des occidentaux.

Pourtant, on le sait et César l'avait écrit : « un peuple qui colonise un autre ne pourrait être libre. Un peu-

ple qui prétend être un peuple de civilisation et les autres des barbares, finit par se barbariser à son tour en commettant des crimes contre l'humanité ». C'est malheureusement le cas de l'État d'Israël dirigé par Netanyahu qui, avec le limogeage de hauts fonctionnaires et Magistrats, est en train d'installer une dictature.

Mais, tout le monde le sait, ni Hitler, ni Netanyahu aujourd'hui, ne sont étrangers à l'histoire européenne qui a essayé à travers différentes étapes de l'histoire d'imposer sa thèse sur la suprématie d'un peuple sur un autre. Une supériorité (supposée) qui donne le droit de massacrer, de détruire et de s'accaparer des terres et des biens. En un mot, Netanyahu n'est que le produit de l'histoire européenne.

L'occident ne peut pas continuer à pratiquer un double langage en disant d'un côté que Poutine est un dictateur et défendre Netanyahu, qui a commis et continue de commettre de tuer sans retenue à Gaza. On ne peut pas continuer à dire que Poutine est *persona non grata* et garder les bras grands ouverts pour accueillir Netanyahu sur leur sol, car ils sont tous les deux condamnés par la cour internationale de justice.

Gaza et le Moyen-Orient sont aussi présents dans les négociations sur l'Ukraine. En effet, selon le communiqué de la Maison Blanche, après l'entretien téléphonique de Trump et Poutine, le président américain essaie de négocier la reprise d'un dialogue global sur l'équilibre géopolitique et économique entre les deux pays. Un accord global qui in-

duit forcément à des contreparties économique et politique qui sont en train de se dessiner, notamment sur le Moyen-Orient.

En effet, dans le même communiqué américain on peut lire : « *Les deux leaders ont parlé largement de leur coopération pour prévenir des conflits futurs au Moyen-Orient (zone de conflits). Ils ont été aussi d'accord pour mettre un frein à la prolifération des armes nucléaires... et se sont mis d'accord pour que l'Iran ne puisse jamais être en position de détruire Israël* ». Si on ajoute cette phrase à la lettre envoyée par Trump à l'Iran, on peut en déduire que le programme nucléaire iranien est mis ou va être mis sur la table des négociations entre américains et russes. Par conséquent, le problème du Moyen-Orient ne peut trouver une solution sans le règlement d'une manière durable de la question palestinienne.

Enfin, une fois la paix instaurée au Moyen-Orient, il y aura une énorme possibilité de renforcer leurs relations géopolitique et économique, conclut le communiqué. En parlant de paix, de business et de la sécurité d'Israël, Trump rassurerait les américains avec un trinôme bien payant pour lui et son administration.

Düsseldorf, le 24 Mars 2025,

Par Said Charchira



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada 



Aïd al-Fitr Moubarak

DE LA PART DE VOS CANDIDATS
FÉDÉRAUX LIBÉRAUX.

Eid al-Fitr Mubarak

FROM YOUR FEDERAL LIBERAL CANDIDATES



**RACHEL
BENDAYAN**
OUTREMONT



**ANJU
DHILLON**
DORVAL—LACHINE—LASALLE



**STEVEN
GUILBEAULT**
LAURIER—SAINTE-MARIE



**ANTHONY
HOUSEFATHER**
MONT-ROYAL / MOUNT ROYAL



**MÉLANIE
JOLY**
AHUNTSIC-CARTIERVILLE



**ANNIE
KOUTRAKIS**
VIMY



**EMMANUELLA
LAMBROPOULOS**
SAINT-LAURENT



**PATRICIA
LATTANZIO**
SAINT-LÉONARD—SAINT-MICHEL



**SAMEER
ZUBERI**
PIERREFONDS—DOLLARD




Liberal

Autorisé par l'agent officiel de / Authorized by the official agent of: Rachel Bendayan, Anju Dhillon, Steven Guilbeault, Anthony Housefather, Mélanie Joly, Annie Koutrakis, Emmanuella Lambropoulos, Patricia Lattanzio, Sameer Zuberi.